

Les Philippines au seuil de l'indignation

Pierre de CHARENTENAY*

Les images de carte postale ne manquent pas sur les Philippines, d'autant que, accueillant chaque année plusieurs millions de touristes, le pays est en train de devenir une destination prisée. Ainsi se mêlent dans les représentations les plages et les cocotiers, la mégapole de Manille, une économie dynamique, une corruption généralisée, des catastrophes naturelles fréquentes, tremblements de terre ou cyclones, les révoltes armées, la prostitution, les travailleurs philippins exilés sur toutes les terres ou les bateaux du monde. L'image est brouillée. Pour y voir plus clair, il faut d'abord remonter la piste politique, puis examiner des éléments économiques avant d'observer quelques transformations sociales en cours.

Après la révolution pacifique d'EDSA

Sans remonter à l'indépendance, il faut évoquer la période immédiate après la dictature du Président Ferdinand Marcos, qui a marqué durablement le pays par une négation de la règle démocratique et du respect de la loi. En février 1986 la révolution d'EDSA (du nom de l'avenue où elle s'est déroulée : Epifanio De los Santos Avenue) a amené Cory Aquino au pouvoir. Elle fut le produit de la conjonction d'une action déterminée de l'Église catholique et d'une division des militaires, certains craignant que, Ferdinand Marcos étant très malade, la suite serait prise par un tandem formé par Imelda Marcos et le Général Ver, le très contesté chef d'État-major.

Refusant cette éventualité, la sécession qu'ils ont lancée fut appuyée efficacement par le cardinal Sin et l'engagement pacifique de millions de Philippins. Mais certains militaires ont pensé que la victoire leur avait été volée. Cory Aquino au pouvoir, ils ont multiplié les tentatives de coups d'État jusqu'à menacer le palais présidentiel. Cory a su résister. Elle eut le grand mérite de rétablir la démocratie et de rédiger une nouvelle Constitution, ce qui n'est pas rien. Mais elle n'a pas su gérer le pays : elle n'avait pas d'idée politique précise, elle a laissé revenir des grandes familles, n'a pas fait la réforme agraire, n'a pas éliminé la corruption. Si elle a nommé quelques excellents ministres comme celui de la Santé, le Dr Bengzon, qui, entre autres, a résorbé en six ans la poliomyélite, elle n'a pas réformé l'administration.

La suite a été une série de terribles méprises sur le sens du service public. Si le Général Ramos a su gérer l'héritage, les Présidents suivants, Joseph Estrada et Gloria Macapagal Arroyo ont tous les deux été poursuivis en justice pour corruption. Le premier a fait 10 ans de résidence surveillée après sa condamnation avant d'être pardonné par son successeur. Cette dernière a quitté la Présidence sur des soupçons de trafic de votes avant d'être mise en examen en octobre 2013, avec plusieurs de ses ministres, pour détournement des fonds issus de l'exploitation du gaz et du pétrole de Palawan, le *Malampaya Fund*.

Toute honte bue, Estrada voulait se représenter en 2010¹. Afin d'éviter un nouveau mandat à risque, Noynoy Aquino, fils de Cory, a été sollicité pour se présenter. Il a été élu sans difficulté mais reste celui qui n'a jamais vraiment cherché ce poste après avoir été sénateur. Si son honnêteté n'est pas remise en cause, la chasse à la corruption lui est tombée dessus par accident. Qu'en fait-il ? Il transige, il hésite, il se défend d'être un voleur², ce dont personne ne l'accuse réellement. S'il n'a pas de grand dessein pour la nation, il sait se faire

l'animateur d'une équipe de hauts fonctionnaires particulièrement active. Il est en cela plutôt le chef d'une équipe gouvernementale qu'un Président aux larges visions.

Un chef de gouvernement

Lors du discours annuel sur l'état de la nation prononcé quelques jours après la célébration de la moitié de son mandat (2010-2016), le 22 juillet 2013³, le Président Noynoy Aquino a bien montré qu'il entendait poursuivre son action, couronnée de réels succès dans ses trois premières années. Si ses précédents discours étaient encore tournés vers le passé et les comptes à régler avec son prédécesseur, Gloria Macapagal Arroyo, celui-ci était tout entier tourné vers le présent et l'action à mener dans l'avenir.

Dans ce discours, il critique ouvertement un certain nombre de services de l'État, leur demandant d'améliorer leurs performances – le Service des douanes, l'Administration de l'irrigation nationale et surtout le Bureau de l'immigration dont le directeur, Ricardo David, a donné sa démission. « Ma patience est à bout » a martelé le Président. Il a noté aussi les faiblesses de la police qui n'a pas empêché l'assassinat d'un leader de gang, Ricky Cadaverio, alors qu'il était en prison.

En revanche il a félicité certains de ses ministres : le ministre de l'Éducation, Armin Luistro, qui a multiplié les écoles (mais il manque encore 23 000 classes et 60 000 professeurs) ; le ministre des Travaux publics, Rogelio Singson, qui a simplifié les procédures d'attribution des marchés ; le ministre du Tourisme, Ramon Jimenez, qui a dépassé les objectifs du nombre de touristes.

Il a su s'entourer d'une équipe honnête, compétente et fidèle. Pour aider les familles les plus pauvres, il a établi un programme d'aide sur le modèle brésilien qui permet à chaque famille pauvre de recevoir une faible somme (1 200 pesos par famille et par mois, soit 20 euros) à la condition que les enfants aillent régulièrement à l'école, et que les familles fréquentent un centre de santé. Ce programme touche 4 millions de familles. Il devrait en toucher 4,6 millions en 2015 (soit 28 millions de personnes).

Corruption au grand jour

Mais une autre face du pays est apparue en juillet 2013, lorsque le *Philippine Daily Inquirer*, le principal journal d'information, a dévoilé une série de scandales où était mêlée une grande partie de la classe politique : pour rendre simple une histoire compliquée, une certaine Janet Lim-Napoles avait mis au point dès 2002 un système permettant que les sommes correspondant à des projets gérés sous le contrôle des membres du congrès soient affectées à de fausses associations, moyennant quoi ces dernières remettaient 50 % des fonds aux personnalités politiques en question, en dépensaient 10 % pour quelques projets et en gardaient 40 % pour ladite Napoles. Le montant de la fraude atteignait 10 milliards de pesos (soit environ 170 millions d'euros) sur 10 ans. Trois sénateurs (dont un ancien président du Sénat) et 35 autres responsables politiques ont été mis en examen pour corruption. L'indignation était généralisée. Enfin l'abcès de la corruption était crevé. Cette affaire fait la Une des journaux depuis lors. Le plus étonnant est que tout cela était parfaitement connu du monde politique, et que personne n'a rien dit, y compris les plus honnêtes. C'est que chacun se protège tant que le sommet ne dit rien. L'affaire ayant éclaté, on ne pouvait plus l'arrêter.

Ceci n'est que la pointe de l'iceberg, car la corruption est partout, dans les contrats de travaux publics, dans les affectations d'occupation des sols, dans les permis de construire, dans la rédaction des diplômes, dans les certificats de médecin, dans les services des impôts, etc. L'achat de wagons pour le métro de Manille a été l'occasion de révélations embarrassantes sur un pot-de-vin de 30 millions de dollars demandé par le directeur du métro, Al Vitangcol III.

La corruption se pratique aussi du côté des élections, où les votes s'achètent en grand nombre, de 500 à 1 000 pesos (entre 10 et 20 euros environ). Elle peut dériver en assassinats de personnalités politiques candidates à des élections ou de journalistes poursuivant des dossiers sensibles⁴. Du coup, certains témoins cruciaux font l'objet d'une extraordinaire protection, avec gilet pare-balle y compris dans le prétoire. On peut imaginer que dans l'affaire Naples les auteurs de corruption ne vont pas se laisser faire facilement. Les journalistes eux-mêmes risquent d'être pris dans ce cycle de corruption.

Dynasties

Toutes ces affaires laissent penser que la loi et l'application des règlements passent souvent derrière d'autres priorités, l'intérêt personnel et celui de la famille. Cette réalité est élevée au rang de principe d'organisation politique du pays à travers ce qu'on appelle ici les « dynasties »⁵. Les grandes familles gèrent la politique ou les affaires, de génération en génération. Ainsi Imelda Marcos est-elle toujours Représentante à la Chambre, pendant que son fils est sénateur et sa fille gouverneur. D'autres familles, Osmena, Lopez, Angara ou Romualdo règnent nationalement ou localement.

Dans les provinces il n'est pas rare de voir un gouverneur être remplacé par sa femme, alors que son fils ou sa fille est maire de la grande ville de la région. Ce fonctionnement a des avantages, un dynamisme certain, mais les inconvénients sont nombreux, manque de démocratie et surtout des inégalités toujours très grandes, dues à cette concentration du pouvoir dans quelques mains. Il alimente les tendances clientélistes, qui finissent parfois en simple corruption. Cela entretient une culture du « protecteur », qui serait nécessaire pour obtenir des faveurs. Trop d'acteurs politiques récents ont été candidats à des élections en dépensant des fortunes avec l'idée de s'enrichir et non dans le but de servir leur communauté.

Mais les réactions d'indignation aux multiples scandales et le refus des dynasties montrent que beaucoup de citoyens commencent à se rendre compte que la démocratie serait mieux servie si chacun s'adressait aux institutions prévues pour aider les populations en difficulté (santé, éducation, etc.). L'individu n'est plus seulement considéré en fonction de l'importance de son protecteur. Il sait s'exprimer directement, sachant que la corruption est une tentation contre laquelle chacun doit lutter là où il est.

L'opinion est très sensible à ce phénomène qui remonte régulièrement à la surface médiatique. Des tentatives ont été faites de légiférer afin d'empêcher l'extension de ce modèle. La Commission électorale écarterait tous ceux qui seraient considérés membres d'une « dynastie politique ». Pour lancer un débat sur une telle loi, il faudrait 5,2 millions de signatures, mais le projet n'en a reçu que quelques milliers. Comme souvent, la pression médiatique et populaire retombe vite après le moment d'indignation.

Les actions décisives de hauts fonctionnaires

Les correctifs à la corruption sont de deux ordres : d'abord un contrôle plus strict des fonds alloués aux projets de développement, et ensuite la création d'un corps de fonctionnaires appliqué au service public dans le meilleur sens du terme, c'est-à-dire le service de tous. L'activité de plusieurs hauts fonctionnaires va dans ce sens.

Notons la présence d'une ministre de la Justice, Mme Leila De Lima, particulièrement efficace et intègre. Elle développe une nouvelle culture du droit, qui a reçu un grand coup de pouce lorsque le Président de la Cour Suprême, M. Renato Corona, a été démis de ses fonctions le 12 décembre 2011 après un long procès public devant le Sénat. La Commissaire aux Comptes, Mme Grace Pulido-Tan est aussi une des quatre femmes à poigne du Président, avec Mme De Lima, Mme Henares, Commissaire aux impôts et Mme Conchita Carpio Morales (Ombudsman des Philippines). De même le ministre du Budget, Butch Abad, est tout aussi déterminé à appliquer la loi.

Le secteur des douanes, un des points les plus sensibles pour les importations et les impôts a fait l'objet d'un grand coup de balais par le Commissaire au Bureau des Douanes, Ruffy Biazon⁶. Les trafics sont difficiles à contrôler dans un pays qui a une telle ouverture sur la mer : dans le seul trafic illégal de cigarettes, l'État perd 16 milliards de pesos (environ 300 millions d'euros) d'impôt par an. Au total les douanes perdaient 200 milliards de pesos par an (environ 3,5 milliards d'euros) sous la présidence Estrada.

Le Président de la République est lui-même au cœur de toutes les discussions. Représentant d'une dynastie considérable, Cojuangco-Aquino, il a fait une partie de sa révolution en consentant enfin, après 25 ans de réflexion, à distribuer à 6 000 agriculteurs, environ 5 000 hectares provenant des terres de l'hacienda de sa famille, Luisita.

Autant sur certains sujets, l'impression d'hésitation du Président est manifeste, autant il est constamment présent dans les médias, comme s'il était l'unique gérant du pays, dans une sorte d'hyper-présidence⁷. Il a ainsi résolu avec succès la crise de Zamboanga où pendant 15 jours, 200 rebelles ont occupé plusieurs quartiers en retenant une centaine d'otages. Il a passé une semaine sur place. De même, après le tremblement de terre de Bohol, qui a fait quelque 200 morts en octobre 2013, il est venu deux fois, en passant une nuit sous la tente, ce qui a fait forte impression. Dès le lendemain du cyclone Yolanda/Haiyan, il était à Tacloban, la ville la plus frappée par la tempête. Il est retourné sur place à plusieurs reprises.

Cette hyper-présidence donne une image de confiance et de stabilité qui profite à l'économie⁸. L'effort considérable dans les discours et dans la pratique d'une politique contre la corruption vient conforter cette image.

Économie en croissance inégale

Les Philippines n'ont jamais expérimenté une telle croissance : avec un taux de 6 % en 2012 et de 7,8 % pour le premier trimestre de 2013, les Philippines comptent désormais parmi les nouveaux tigres de l'Asie. Le bâtiment, le tourisme, les mines, les travaux publics, l'industrie et les services se développent. Les notes financières des Philippines se sont améliorées dans toutes les agences internationales. Il est devenu beaucoup plus facile de s'engager dans les affaires grâce à de nettes améliorations dans plusieurs secteurs comme le

crédit, l'électricité, les impôts, les échanges internationaux, les permis de construire, etc., même s'il faut encore faire beaucoup trop de papiers pour enregistrer une nouvelle entreprise.

Les ressources de l'État augmentent, grâce à une politique très musclée de recouvrement des impôts menée par une Commissaire aux impôts, Mme Henares, particulièrement active et agressive : 200 plaintes ont été déposées à l'encontre de contrevenants, mais, se lamentant-elle, « personne n'a encore été mis en prison pour fraude fiscale⁹ ». Elle s'est déjà fait de nombreux ennemis mais le Président lui garde sa confiance. Ce qu'elle souhaite, c'est bien de changer les réflexes de fraude pendant ces six ans de présidence Aquino.

Ce système économique en grande croissance est très inégal. La stabilité du pays a surtout permis de relancer l'économie. Mais les niveaux de pauvreté restent pratiquement inchangés depuis 2006, où 28,8 % de la population étaient en dessous de ce niveau, pour un chiffre de 27,9 en 2012. La pauvreté est plus élevée dans le sud, à Mindanao, où elle atteint 47 % de la population.

Deux préoccupations sont particulièrement cruciales, d'une part les zones d'extrême pauvreté des grandes villes, où une accumulation de déficit se fait sentir, éducation, nourriture, travail, etc. On n'a pas idée des conditions de vie dans ces quartiers ! La deuxième est faite des zones rurales reculées où l'agriculture, souvent isolée, n'est pas valorisée. Les paysans n'ont pas assez de travail, et les productions sont très faibles.

Le plus grave souci au niveau national reste le chômage, qui touchait 26,1 % de la population active en juin 2013¹⁰ et a augmenté depuis alors que l'économie se porte bien, ce qui montre que les bases économiques ne sont pas saines. Avec 2,9 millions de chômeurs et 7,9 millions de personnes en situation de sous-emploi, il est clair que la croissance n'a pas été transformée en emploi. Comme beaucoup de pays en développement, l'emploi informel pallie l'absence de travail déclaré, mais sans permettre des revenus réguliers et suffisants.

Une des caractéristiques de ce développement est une sorte d'apartheid entre riches et pauvres. Le phénomène des « subdivisions », zones gardées où ne peuvent entrer que les occupants déclarés est très largement répandu, créant de fait une séparation entre populations. La chose est encore plus insidieuse dans certains nouveaux quartiers, comme Global City à Manille où tout est fait pour refléter un développement du XXI^e siècle, avec de beaux immeubles, des centres commerciaux et des magasins de niveau international. Mais les bus de ville sont interdits, comme les transports populaires tels le *jeepney* ou le tricycle. Surveillés par des gardes présents tous les 50 mètres, un tel secteur n'est fréquenté que par une classe aisée ou par des étrangers.

Une classe moyenne se développe lentement : elle va dans les grands centres commerciaux, appelé ici « malls » et commence à prendre des avions « low-costs » qui parcourent le pays en tous sens. Les voitures se multiplient au point d'asphyxier les grandes villes et surtout Manille, constamment en état d'embouteillages, les transports en commun n'étant pas suffisamment développés.

Si la pauvreté ne peut pas être supprimée en quelques tours de main, cette présidence Aquino met le pays sur la bonne voie, permettant aux multiples initiatives au niveau local ou communal de donner de bons résultats. Mais les fragilités sont telles qu'on s'interroge sur les chances de réussite au niveau national.

Fragilités

Une première fragilité est due aux diverses menaces militaires internes : à l'extrême sud-ouest de l'île de Mindanao, le récent épisode de l'occupation de Zamboanga par 300 rebelles en est une illustration. Cette ville a été plusieurs fois occupée dans les années récentes, mais à chaque fois, les rebelles, ayant négocié une sortie libre après la prise d'otages, revenaient quelques années après. Cette fois-ci, le gouvernement a décidé de ne laisser personne s'échapper, entraînant la mort de 200 rebelles et l'arrestation de 100. Si ce conflit particulier est résolu, les problèmes restent entiers dans cette partie de Mindanao : désir d'autonomie en raison des différences culturelles et religieuses, demande de développement pour la région la plus pauvre du pays.

Mais les fragilités sont aussi ailleurs. Pratiquement toutes les semaines, les journaux rapportent une attaque de rebelles dans le sud de Mindanao (Cotabato), ou dans le nord de Luzon où des foyers communistes n'ont jamais été résorbés. Elles ne mettent pas en danger la sécurité du pays, mais elles créent une incertitude et mettent des obstacles au développement de ces régions. L'île de Mindanao, riche de minerais, d'agriculture (développement des palmiers à huile¹¹) et de forêt pourrait être une zone de grand développement.

D'autres motifs de fragilité relèvent de la situation physique du pays dans une zone menacée d'accidents climatiques et de tremblements de terre. Tous les jours, dans une région ou dans une autre, des phénomènes d'inondations créent des drames, à cause d'une mousson trop abondante ou d'un cyclone, le plus violent jamais enregistré étant Yolanda/Haiyan qui a fait des milliers de victimes et détruit des centaines de milliers de maisons dans les îles du centre du pays. Je ne compte pas les phénomènes extraordinaires comme les tremblements de terre ou les éruptions volcaniques (comme l'explosion du mont Mayon en août 2013). Les Philippines sont classées parmi les dix pays les plus menacés par le changement climatique¹², à cause de sa situation dans des zones cycloniques, sa multitude d'îles, et la déforestation dont elles ont été l'objet.

Localement, les fragilités s'accumulent dans la gestion des villes. Les plans d'occupation des sols faisant l'objet de marchandage, le secteur privé peut construire allègrement, sans que les équipements collectifs ne suivent. D'où des problèmes récurrents, sur la qualité de l'eau et de l'air, sur les transports publics, sur la circulation. La ville de Baguio située dans les montagnes du nord était une petite ville d'altitude réputée pour son climat ; elle a été défigurée par une urbanisation anarchique et incontrôlée. À Manille¹³, les transports de masse comme le train sont laissés pour compte : trois lignes de métro seulement pour une ville de plus de 12 millions d'habitants, sans plan de développement des transports, ce qui fait de la mobilité quotidienne un vrai cauchemar pour des centaines de milliers de voyageurs. Dès que les pluies se font trop volumineuses, des inondations s'accumulent dans les zones basses de la ville, sans issue. Les ordures de toute sorte viennent alors boucher les évacuations. Il est arrivé que la ville soit bloquée par quelques lacs inondant les routes, ce qui est arrivé le lundi 19 août, après le cyclone Habagat, où il n'était même plus possible d'atteindre l'aéroport.

La question démographique

Une des questions les plus délicates est posée par les démographes internationaux qui s'inquiètent de la croissance de la population philippine (près de 100 millions d'habitants) sur un territoire aussi réduit (300 000 km²), soit une densité déjà de plus de 300 habitants au km², et soumis à autant de catastrophes naturelles. La surpopulation est une question réelle pour un

pays aux ressources limitées, par exemple pour l'approvisionnement en eau et la gestion des ressources côtières de la mer.

Devant une telle situation et devant l'augmentation des grossesses précoces, le Président Aquino, catholique pratiquant, a repris l'idée d'une loi sur la santé reproductive, que les deux chambres du Congrès avaient au programme de leurs débats depuis 14 ans. Il a invité au vote d'une loi qui proposerait l'éducation sexuelle dans les écoles et rendrait gratuite la distribution de contraceptifs. Après de longues discussions, où l'Église catholique a marqué sa très vive opposition à ce projet, la loi est finalement passée dans les deux chambres. Elle a été signée par le Président en décembre 2012. L'avortement étant inconstitutionnel, cette loi a été rédigée et limitée dans ses effets pour éviter les avortements, pourtant très nombreux dans le pays (environ 800 000 par an selon l'OMS). Ayant fait l'objet d'un recours, la loi est depuis février 2013 à l'étude devant la Cour Suprême qui a fait de nombreux audits sur le sujet.

En juillet 2013, elle a voté à 8 contre 7 le maintien de la suspension de l'application de la loi. Elle a deux ans pour se prononcer à partir de la signature de la loi. Le débat est très serré, et le vote est public, ce qui donne un grand poids aux mouvements d'opinion.

La phrase du pape François : « Nous ne pouvons pas insister uniquement sur les questions d'avortement, de mariage homosexuel ou d'utilisation de méthodes contraceptives. Cela n'est pas possible. Cela ne devrait pas être discuté hors du contexte, pas tout le temps¹⁴ » a beaucoup interrogé les évêques et l'opinion publique. La Conférence des évêques philippins maintient son opposition à la loi pour des raisons de principe, espérant que la Cour Suprême la déclarera inconstitutionnelle.

Climat social

L'opinion bouge peu. L'observateur occidental s'étonne de l'absence de mouvements sociaux d'envergure alors que les conditions de vie sont souvent extrêmement difficiles. Les alternatives politiques et sociales sont absentes ou peu visibles. L'opposition n'existe pratiquement pas. Les sondages sont extrêmement favorables au Président à un niveau jamais atteint depuis le temps de Cory Aquino, même si le récent cyclone a aussi affecté sa cote de popularité. 74 % des Philippins sont satisfaits de la manière dont fonctionne la démocratie¹⁵. Ils étaient déjà 70 % au moment de l'élection de Noynoy Aquino en 2010. Mais ils n'étaient que 44 % à l'élection de Gloria Macapagal Arroyo en 2004. Un climat social calme et optimiste favorise l'économie et la croissance. Ces chiffres ne disent qu'un versant de la réalité, la majorité des plus pauvres n'exprimant pas leur opinion sur leurs difficultés et leur manque de perspectives.

La question de la corruption est de loin celle qui mobilise le plus. Des partis politiques, des associations et l'Église ont appelé à une grande manifestation sur le terrain de Luneta, au centre de Manille, le 26 août, contre la corruption représentée par l'affaire Napoles. Le Cardinal Tagle, archevêque de Manille y était présent et a pris brièvement la parole. Malgré son réel succès, cette manifestation n'a pas rassemblé plus de 100 000 personnes, loin du million que les organisateurs attendaient. Cette mobilisation ne s'est pas reproduite. Mais les évêques continuent de maintenir un discours très ferme contre la corruption.

Ainsi apparaissent les Philippines, plus développées qu'il y a 30 ans au départ de Marcos, mais avec les mêmes comportements politiques et sociaux qui les paralysent dans

leurs désirs de changement. Les années qui viennent diront si la forte mobilisation actuelle contre la corruption n'était qu'un moment d'indignation ou le début d'une transformation.

Notes

* Jésuite, Visiting Professor à l'Ateneo de Manila University, Manille.

1 Il a été élu maire de Manille en 2013.

2 Discours à la télévision du 31 octobre 2013, qui répondait à une attaque du Sénateur Estrada, lui-même mis en examen, qui voulait détourner l'attention.

3 State of the Nation Address, SONA : voir les divers comptes rendus dans *Inquirer*, 23 juillet 2013.

4 Assassinat ciblé de Vergel Bico, journaliste de Calapan City, le 4 septembre 2013, 158e journaliste assassiné depuis 1986, date du rétablissement de la démocratie, *Inquirer*, 3 octobre 2013.

5 Voir l'excellent livre d'Alfred McCoy, *An Anarchy of families, State and family in the Philippines*, 1998.

6 Il a lui-même démissionné le 4 décembre 2013 après avoir été mis en cause dans l'affaire Napoles le 1er décembre.

7 Il a même été appelé le « Président téflon », sur lequel aucune critique ne dure longtemps, *Inquirer*, 29 octobre 2013.

8 Les taux de satisfaction du Président restent très élevés. Un sondage lui donne 76 % d'opinions positives en juin 2013, 68 % en septembre 2013 ; un autre 64 et 49, une baisse donc après deux mois de débat sur la corruption.

9 *Inquirer*, 27 octobre 2013 ; le célèbre boxeur, Manny Pacquiao, est lui-même accusé de fraude fiscale.

10 Second Quarter Social Weather Survey, publié par BusinessWorld. Les statistiques du gouvernement donnent un taux officiel de chômage de 7,3 % ! Il ne compte pas les emplois informels.

11 Le palmier à huile couvre déjà 54 500 hectares dans le pays. Mais les projets à Mindanao concernent 177 000 hectares, ce qui est très positif pour l'économie, mais très négatif pour l'environnement dans la mesure où on détruit la faune et la flore pour installer ces plantations.

12 Étude du Cabinet britannique Maplecroft, publié le 30 octobre 2013.

13 Par ce même cabinet, la ville de Manille est la troisième ville du monde la plus exposée au risque climatique.

14 Interview du pape François publiée dans *Études*, octobre 2013.

15 Statistiques du Social Weather Statistics, rapportées par *Inquirer*, 13 juillet 2013.

Études, février 2014, pp. 7-19.